

La part de la Suisse dans l'effondrement de l'aide au développement

HUMANITAIRE La baisse enregistrée en 2025 est de près d'un quart des financements. Les Etats-Unis représentent l'essentiel de ce recul. Une étude montre que la population suisse demeure attachée au maintien de la coopération internationale

FRÉDÉRIC KOLLER

Le recul est historique. Avec des coupes de 23% des aides au développement entre 2024 et 2025, on peut même parler d'effondrement au niveau mondial. Il s'explique pour les trois quarts par le retrait des Etats-Unis. Mais, à quelques exceptions près, tous les pays ont réduit leurs efforts, y compris la Suisse avec une diminution de sa contribution de 261 millions de francs. Au rang des pays bénéficiaires, seule l'Ukraine tire son épingle du jeu grâce à l'effort de l'UE.

Publiées le 9 avril, les statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont brutales. «Il s'agit de la plus forte contraction annuelle jamais enregistrée», écrit son Comité d'aide au développement qui comprend 34 membres. Tous les principaux

donateurs (Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, France et Japon) ont diminué leurs donations dont le total se monte désormais à 174 milliards de dollars. La plus forte réduction, avec 57%, est de loin celle opérée par Washington. En chiffre absolu, l'Allemagne devient ainsi le premier donateur mondial (29 milliards de dollars) devant les Etats-Unis (28 milliards).

Au septième rang

En termes de pourcentage du revenu national brut (RNB), les pays les plus généreux sont la Norvège (1%), suivi du Luxembourg, de la Suède, du Danemark et des Pays-Bas. La Suisse occupe le septième rang derrière l'Allemagne, mais devant la France, le Royaume-Uni ou encore l'Autriche, les Etats-Unis apparaissant en queue de liste avec 0,09%. Seuls huit pays ont augmenté leurs aides (Espagne, Suède, Luxembourg, Islande, Danemark, Norvège, Italie et Hongrie).

Le même jour, Berne publiait ses propres chiffres pour mieux les expliciter. Les aides publiques au développement de la Confédération se sont élevées en 2025 à 3,8 mil-

liards de francs, soit 0,46% de son RNB, une baisse de 7% par rapport à 2024. Celle-ci, communique le Département fédéral des affaires étrangères, s'explique principalement en raison «de la baisse des coûts de l'asile» (moins 156 millions de francs) qui passe pour la première fois en dessous du milliard de francs depuis 2022 (856 millions).

Selon les directives de l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) comprend non seulement les dépenses au titre de l'aide au développement et de la coopération internationale, mais aussi «les coûts comptabilisables liés à l'asile, ainsi que les contributions des cantons et des communes». Hors coûts de l'asile, l'APD de la Suisse s'établit à 0,36% du RNB, en baisse de 0,01 point de pourcentage. Un montant éloigné de l'objectif des Nations unies de 0,7% (rempli par quatre pays uniquement). L'ONG Alliance Sud rappelle que Berne n'a toujours pas atteint son propre objectif de 0,5%.

«Le parlement a décidé d'appliquer pour l'année 2025 des réductions budgétaires de 110 millions de francs pour la coopération

internationale», écrit le DFAE. Il précise toutefois que 50 millions de francs supplémentaires ont été alloués à la crise au Soudan, avec l'aval de ce même parlement. «La Suisse rejoint le cercle des pays donateurs qui financent leur réarmement militaire au détriment de la coopération internationale», dénonce Alliance Sud.

L'exception ukrainienne

Est-ce que cela répond à la volonté des Suisses? Ce n'est pas ce qu'indique un sondage réalisé par l'EPFZ qui montre que 77% des résidents suisses estiment que le niveau de dépense publique pour l'aide internationale devrait se maintenir au niveau actuel ou augmenter. Lorsque les sondés sont informés qu'il en coûte actuellement 340 francs par Suisse par an, ce pourcentage passe à 86%. Même à droite de l'échiquier politique, plus prompt à la maîtrise des coûts, 58% des sondés s'opposent à de nouvelles coupes. Pour une majorité de Suisses, l'aide doit cibler prioritairement la santé et l'éducation.

Les chiffres de l'OCDE montrent que la baisse enregistrée chez les principaux dona-

teurs est très marginalement compensée par une augmentation de l'aide de pays non-membres du Comité d'aide au développement, à commencer par les Emirats arabes unis et la Turquie ou encore le Qatar et Taïwan. Parmi les pays membres, la diminution vaut aussi bien pour l'aide humanitaire que pour les coûts liés à l'asile.

Parmi les pays bénéficiaires, l'Ukraine se distingue. Sous le seul effet des coupes de Washington, ses APD auraient dû reculer. Grâce aux financements de l'UE, Kiev bénéficie toutefois d'une augmentation des aides de 19% pour un montant total de 45 milliards de dollars. Ce qui en fait le principal bénéficiaire au niveau mondial (l'aide aux pays les moins avancés a reculé de 25%). «L'aide publique au développement a augmenté de 32,7% entre 2019 et 2023, portée par la réponse des membres du CAD à la pandémie de Covid-19 et à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cette croissance s'est depuis inversée», conclut l'OCDE. Alliance Sud regrettait hier que le Conseil fédéral ait décidé de continuer à réduire la coopération internationale de la Suisse lors de ses débats du jour. ■